

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

**Revision to a Request for Supply
Arrangement - Révision à une demande
pour un arrangement en matière
d'approvisionnement**

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of
the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf
indication contraire, les modalités de l'invitation
demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Electronic Information Technology Professional Srv
Div/Div des srv professionnels en technologie de
l'information électronique

11 Laurier St. / 11 rue Laurier

4C1, Place du Portage

Phase III

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet SBIPS (Solutions Based)		
Solicitation No. - N° de l'invitation EN537-05IT01/G		Date 2012-12-21
Client Reference No. - N° de référence du client EN537-05IT01		Amendment No. - N° modif. 024
File No. - N° de dossier 002ei.EN537-05IT01	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$EI-002-22619		
Date of Original Request for Supply Arrangement Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale		2011-04-01
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-04-12		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Toman, Rebecca		Buyer Id - Id de l'acheteur 002ei
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-2375 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-7827	
Delivery Required - Livraison exigée		
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Public Works and Government Services Canada Portage III, 0A1 11 Laurier, Gatineau, Québec K1A 0S5		
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the solicitation. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de l'invitation.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

MODIFICATION N° 24 À LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

La présente modification vise à :

A) répondre aux questions qui suivent;

B) apporter les modifications suivantes à la demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA) pour des Services professionnels en informatique centrés sur les solutions (SPICS) : ajouter Services partagés Canada (SPC) à titre de ministère client, mettre à jour les clauses du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) auxquelles renvoie la DAMA, mettre à jour les listes de vérification des exigences relatives à la sécurité, actualiser les sites Web mentionnés dans le document.

A. QUESTIONS ET RÉPONSES

Q.66

A) La demande de propositions (DP) stipule que « Pour devenir et demeurer un détenteur d'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA), le fournisseur doit détenir, à tout le moins, une attestation valide de vérification d'organisation désignée (VOD), délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) ». Par ailleurs, le modèle de réponse technique G dans la DAMA des SPICS (fourni par TPSGC) indique que nous devons fournir le numéro de dossier de la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) et la cote de sécurité de l'organisation. La cote de sécurité est-elle obligatoire?

B) Si nous spécifions la cote de sécurité fiable (soit la plus basse), serons-nous écartés des autres appels d'offres des SPICS qui exigent une cote de sécurité plus élevée (par exemple la cote de sécurité « secret » de l'OTAN)? Certaines cotes de sécurité ne peuvent être divulguées qu'à la condition que l'appel d'offres le demande expressément (à titre d'exemple, la cote de sécurité « très secret » peut être divulguée uniquement si l'appel d'offres exige un tel niveau); de plus, l'appel d'offres des SPICS exige uniquement que l'on détienne une attestation valide de VOD.

R.66

A) Il faut fournir le numéro de dossier de la DSIC et la cote de sécurité correspondante de l'entreprise qui soumissionne.

B) Oui. Un détenteur d'AMA peut être invité à soumissionner uniquement sur des DP qui correspondent au niveau de son autorisation sécuritaire ou à un niveau moindre.

Q.67 Le modèle de réponse technique G dans la DAMA pour des SPICS (fourni par TPSGC) indique, à la feuille de travail de l'annexe C (Attestations), que les offrants doivent joindre à leur offre un exemplaire signé de certaines attestations indiquées dans cette feuille, et qu'ils sont priés de se servir pour cela des formulaires indiqués. Nous croyons comprendre que nous devons seulement fournir les signatures sur la version imprimée de la feuille de travail de l'annexe C précitée. Aucune autre attestation particulière n'est exigée. Est-ce exact?

R.67 Oui.

Q.68 Le modèle de réponse technique G dans la DAMA pour des SPICS (fourni par TPSGC) nous demande, à la feuille de travail de l'annexe B (Critères d'évaluation), de satisfaire aux exigences obligatoires O1, O2, O4 et O5. Nous croyons comprendre que nous devons seulement fournir les signatures sur la version imprimée de la feuille de travail de l'annexe B précitée, en précisant que nous satisfaisons aux exigences. Aucune autre attestation particulière n'est exigée. Est-ce exact? Est-ce que cela est vrai aussi pour l'exigence obligatoire O4?

R.68 Il faut satisfaire à toutes les exigences obligatoires; on demande aussi une copie papier signée du modèle et de la première page de la DAMA.

Q.69 Sommes-nous obligés de remplir la feuille de travail « certificat autochtone », à l'annexe D du modèle de réponse technique G de la DAMA pour des SPICS (fourni par TPSGC), même si nous ne souhaitons pas nous qualifier à titre d'entreprise autochtone?

R.69 Si l'entreprise qui présente une soumission pour des SPICS ne souhaite pas qu'on la considère comme une entreprise autochtone, elle devrait indiquer ce fait à l'annexe D, qui doit accompagner la soumission.

Q.70 Nous avons appelé Revenu Canada pour savoir ce que veut dire ce qui suit, mais ce ministère prétend ne pas le savoir; « fournir dans sa soumission l'attestation financière (Attestation C.4) de son directeur financier ou du chef ». La déclaration fiscale récapitulative suffit-elle?

R.70 L'attestation C.4 n'est pas un formulaire de Revenu Canada; néanmoins, elle doit être remplie, signée et jointe à la soumission.

Q.71 Comme nous sommes déjà reconnus à titre de fournisseur pour un domaine donné des SPICS, avons-nous besoin de présenter une demande différente pour chaque domaine d'expertise supplémentaire, ou pouvons-nous simplement les regrouper dans une seule demande (par exemple, cinq domaines supplémentaires dans une seule demande)?

R.71 On peut envoyer une seule demande pour plus d'un domaine. Les détenteurs d'AMA pour des SPICS n'ont pas besoin de se qualifier à nouveau pour des domaines qu'ils possèdent déjà.

Q.72 Voulez-vous qu'on vous envoie une fois de plus les données financières sur l'entreprise, bien que nous l'ayons déjà fait au moment de se qualifier pour le domaine n° 6?

R.72 Il faut satisfaire à tous les critères obligatoires (voir dans la DAMA pour des SPICS ce qui est exigé pour le critère obligatoire O1).

B. MODIFICATIONS

1) À l'article A1.5, Domaines d'expertise de la présente demande d'arrangement en matière d'approvisionnement :

A) Supprimer : tous les « *** ».

B) Supprimer : « *** Nota : Ce domaine d'expertise est à utiliser avec les exigences relatives aux SPICS quand le travail concerne principalement d'autres domaines et que les services de gestion de la sécurité ne constituent qu'une petite partie des services à exécuter. Pour les besoins qui sont axés principalement sur la gestion de la sécurité, il faut utiliser le dossier n° W2213-050347 de l'arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection. »

2) À l'article A2.1, Instructions, clauses et conditions uniformisées :

A) Supprimer

<http://sacc.pwgsc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>

Et lui substituer

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

B) Modifier : *supprimer toute référence* au document « 2008 (2010-10-07) » et remplacer par « 2008 (2012-11-09) ».

3) À l'article B.2, *Exigences relatives à la sécurité* :

A) Supprimer : le paragraphe B.2b) au complet, puis le remplacer par ce qui suit :

- b) Les besoins qui seront satisfaits dans le cadre du présent AMA peuvent faire l'objet d'exigences particulières relatives à la sécurité pour chaque demande de propositions. Un ensemble préapprouvé de trente et une listes de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) commune des services professionnels centralisés, qui devrait permettre selon TPSGC de répondre à la plupart des exigences de sécurité, peut être utilisé par les clients pour répondre aux exigences dans le cadre du présent AMA pour des SPICS. Pour chaque demande de propositions, on précisera la LVERS qui s'appliquera à la DP et à tout contrat subséquent.

La liste des LVERS préapprouvées se trouve sur le site du Système des services professionnels centralisés, à l'adresse suivante :

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/31-fra.html>.

B) Supprimer : le paragraphe B.2e) au complet et lui substituer

- e) L'utilisateur désigné ou le client peut procéder à d'autres vérifications de sécurité.

4) À l'article B.3, *Instructions, clauses et conditions uniformisées* :

A) Supprimer

<http://sacc.pwgsc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>

Et lui substituer

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

5) Supprimer

Le document suivant s'applique à l'arrangement en matière d'approvisionnement et en fait partie intégrante : 2020 (2010-01-11) Conditions générales, arrangement en matière d'approvisionnement – biens ou services, avec la modification suivante en 3e) :

3e) Ni l'AMA et ni une offre présentée en réponse à une demande de soumissions établie en vertu de l'AMA ne peut être cédé ou transféré en tout ou en partie.

Et lui substituer

Le document 2020 (2012-11-19) Conditions générales, arrangement en matière d'approvisionnement – biens ou services, s'applique au présent AMA et en fait partie intégrante.

6) À l'article B.10, *Ordre de priorité des documents* :

Supprimer : le paragraphe B.10b) au complet et lui substituer :

- b) les conditions générales 2020 (2012-11-19), Conditions générales, – arrangement en matière d'approvisionnement – biens ou services

7) À l'article B.11, *Conformité* :

Supprimer : B.11d) au complet et lui substituer :

- d) toutes les attestations présentées par le fournisseur doivent être véridiques à la date d'entrée en vigueur du présent arrangement en matière d'approvisionnement et le demeurer jusqu'à la fin

de la période visée par cet arrangement (le titulaire d'AMA reconnaît que le Canada a le droit de vérifier ces attestations tout au long de la période visée par l'arrangement en matière d'approvisionnement).

8) À l'article B.12, *Exigences permanentes de l'arrangement en matière d'approvisionnement* :

A) Supprimer : les paragraphes B.12b) et c) au complet.

B) Modifier : Au paragraphe B.12d), supprimer toute référence aux « conditions générales 2020 09 01 (2010-01-11) » et remplacer par « conditions générales 2020 (2012-11-19) »

C) Supprimer les paragraphes B.12 d) ii) et iv) *au complet*.

9) À l'article B.14, *Demande de soumissions* :

Supprimer : « <http://sacc.pwgsc.gc.ca/sacc/index-f.jsp> »

Et lui substituer :

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat> »

10) L'article B.14 2)a), *Désignation des autorités contractantes*, est remplacé par ce qui suit :

Un client qui a l'autorisation légale de passer des marchés peut choisir d'accorder des contrats dans le cadre du présent arrangement en matière d'approvisionnement conformément aux limites des contrats du palier 1 décrites ci-après. Les contrats pour les clients non autorisés à passer des contrats du palier 1 seront gérés par TPSGC. Les contrats du palier 2 seront gérés par TPSGC ou par Services partagés Canada (SPC). Le détenteur d'AMA accepte d'exécuter seulement des contrats individuels offerts par des représentants autorisés du Canada, qui sont conformes à cet arrangement en matière d'approvisionnement et qui n'outrepassent pas les limites applicables du contrat.

	Valeur des besoins (TPS et TVH comprises)	Autorité contractante
Palier 1	Besoins d'une valeur inférieure ou égale à 2 M\$	Client/TPSGC
Palier 2	Besoins d'une valeur supérieure à 2 M\$	SPC/ PSGC

11) L'article B.14 2)c) est remplacé par ce qui suit :

Besoins de palier 2 : Les besoins de palier 2 seront gérés par un représentant en matière d'approvisionnement de TPSGC, au nom du client, ou par SPC, en son propre nom, selon les modalités suivantes :

(i) **Invitation aux titulaires d'AMA à soumettre une proposition de palier 2** : tous les besoins de palier 2 seront affichés sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) seulement. Il incombera aux titulaires de palier 2 de vérifier de façon continue dans le SEAOG les divers besoins de palier 2 à soumissionner et pour lesquels ils sont qualifiés à soumissionner. Tous les documents connexes (demande de propositions, Énoncé des travaux, etc.) pourront également être téléchargés à partir de SEAOG.

(ii) **Période minimale pour soumettre une proposition** : Pour chaque demande de soumissions de palier 2 émise dans le cadre de cet AMA, on accordera aux fournisseurs au moins vingt jours civils pour soumettre leur proposition. Ce délai pourra être prolongé selon la complexité des besoins.

12) Supprimer l'annexe A au complet et lui substituer ce qui suit :

Annexe A de l'arrangement en matière d'approvisionnement pour les SPICS

Listes de vérification des exigences (génériques) relatives à la sécurité (LVERS) pour les SPICS

Les besoins liés à l'AMA peuvent être assujettis à des exigences en matière de sécurité. Ces exigences seront entièrement définies dans chaque demande de propositions (DP) pour des AMA, ainsi que dans tous les contrats subséquents, au moyen d'une liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS).

Trente et une listes de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) commune des services professionnels centralisés, qui permettront de répondre à la plupart des exigences de sécurité associées aux besoins individuels selon TPSGC, se trouvent à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/31-fra.html>, aux fins de référence.

Il se peut qu'aucune des LVERS ne réponde au besoin de certains clients. Dans ce cas, et uniquement dans le cadre du processus d'arrangement en matière d'approvisionnement, une LVERS différente et unique décrivant les besoins en détail peut être intégrée au document de demande de soumissions.

13) À l'annexe B, Domaines d'expertise des SPICS, Domaine 10, Gestion de la sécurité

Supprimer : « Nota : Ce domaine de compétence est à utiliser avec les exigences relatives aux SPICS quand le travail concerne principalement d'autres domaines et que les services de gestion de la sécurité ne constituent qu'une petite partie des services en vue d'exécuter les travaux. Pour les besoins qui sont axés principalement sur la gestion de la sécurité, il faut utiliser le dossier de TPSGC n° W2213-050347 de l'arrangement en matière d'approvisionnement pour la cyberprotection ».

14) À l'annexe E, MODÈLE DE DEMANDE DE PROPOSITIONS ET CLAUSES DE CONTRATS SUBSÉQUENTS POUR LES SPICS, Partie 2 – Instructions à l'intention des soumissionnaires :

Supprimer : l'article 2.1 au complet et lui substituer ce qui suit :

2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES

- a. Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA), publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- b. Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat éventuel.
- c. Le document 2003 (2012-11-19) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de divergence entre les clauses du document 2003 et du présent document, les dispositions pertinentes de ce dernier prévalent.
- d. Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :
 - i. Supprimer : soixante (60) jours
 - ii. Insérer : 120 jours [ou toute autre période précisée dans chacune des DP]

15) À l'annexe E, MODÈLE DE DEMANDE DE PROPOSITIONS ET CLAUSES DE CONTRATS SUBSÉQUENTS POUR LES SPICS, Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences :

A) Modifier : Au paragraphe 6.3, supprimer toute référence à la clause « A9033T (2010-08-16) » et remplacer par « A9033T (2012-07-16) ».

B) Modifier : Au paragraphe 6.4, supprimer toute référence à la clause « E0004T (2010-01-11) » et remplacer par « E0004T (2011-05-16) ».

C) Modifier : Au paragraphe 6.5, supprimer toute référence à la clause « A9130T (2008-12-12) » et remplacer par « A9130T (2011-05-16) ».

16) À l'annexe E, MODÈLE DE DEMANDE DE PROPOSITIONS ET CLAUSES DE CONTRATS SUBSÉQUENTS POUR LES SPICS, Partie 7 – Clauses du contrat subséquent :

A) Modifier : Au paragraphe 7.5a), supprimer toute référence au document « 2035 (2010-08-16) » et remplacer par « 2035 (2012-11-19) ».

B) Modifier : Au paragraphe 7.14c), supprimer toute référence au document « 2035 (2010-08-16) » et remplacer par « 2035 (2012-11-19) ».

C) Supprimer : l'article 7.15 au complet et lui substituer ce qui suit :

7.15 [S'APPLIQUE, S'IL Y A LIEU, DANS LE CADRE DE LA DP] CONTRAT DE DÉFENSE

Clause A9006C du Guide des CCUA (2012-07-16), Contrat de défense

Clause C2801C du Guide des CCUA (2011-05-16), Cote de priorité – Entrepreneur canadien

Toutes les autres modalités demeurent inchangées.